VOLONTE ANARCHISTE

AUTOGESTION GESTION DIRECTE GESTION OUVRIÈRE

LA F.A. ET L'AUTOGESTION

MAURICE JOYEUX

EDITION DU GROUPE
FRESNES - ANTONY
FEDERATION ANARCHISTE

9

L'AUTOGESTION POURQUOI FAIRE?

Nous nous excusons pour les passages qui pourraient comporter des répétitions d'analyses avec le premier texte. L'article qui suit étant assez recherché par de nombreux compagnons pour la position organisationnelle qu'il exprime, nous avons pensé qu'il était tout de même bon de le reproduire.

On parle beaucoup d'autogestion aujourd'hui? Ce mot jailli de la révolte des étudiants en Juin 68, comme bien d'autres empruntés au vocabulaire socialiste de caractère économique, est en passe de faire la fortune de quelques aigrefins de la politique. Terme précis, rarement employé auparavant et qui singularise une proposition caractérisée et nettement définie, il est devenu une formule vide qui recouvre toutes les adaptations imaginables et ne fait plus reculer personne.

Dire qu'on est pour l'autogestion ne signifie plus rien, si en même temps on ne répond pas sans équivoque à trois questions. l'autogestion pour quoi faire ? l'autogestion au profit de qui ? l'autogestion comment ? ce qui dans le langage de « papa » consistait, lorsqu'on définissait l'économie socialiste, à évoquer les principes, à déterminer des méthodes, à proposer des moyens.

LES PRINCIPES

Les principes de l'économie socialiste tel que nous les concevons, nous autres anarchistes, sont clairs. Ils supposent l'abolition d'un système économique basé sur le profit, la plusvalue et l'accumulation du capital, la collectivisation des moyens de production et d'échange, la suppression des différenciations de classe, l'abrogation de la centralisation étatique agent de coordination et de coercition du système capitaliste,

la limitation de l'autorité aux accords passés librement entre les participants à l'élaboration d'une économie socialiste.

Si c'est ça, l'autogestion qu'on nous propose, nous sommes pour l'autogestion, encore qu'on puisse se servir d'un terme moins équivoque, celui de gestion ouvrière, nourri théoriquement par tous les grands congrès de l'histoire de notre mouvement ouvrier, depuis celui de l'Internationale qui se tint à Bâle en 1869 jusqu'à celui qui, à Amiens, en 1906, résuma dans un document concis et solide les moyens de lutte et les aspirations gestionnaires des travailleurs. Mais enfin soyons dans le vent et va pour l'autogestion.

L'autogestion suppose la gestion de l'entreprise par l'ensemble du personnel qui y travaille. Mais l'autogestion n'a d'intérêt pour les travailleurs de cette entreprise que si elle modifie radicalement leurs conditions d'existence, les rapports établis entre les différentes catégories de personnel, manœuvres, ouvriers qualifiés, employés, cadres, et entre tout le personnel et la direction. Gérer en commun une entreprise alors que celle-ci conserve ses structures de classes consisterait pour le personnel à gérer sa propre aliénation.

Ce qui confère à l'entreprise ses structures de classes ce sont les différences de rémunération, le maintien d'une autorité qui excède le cadre de la tâche à accomplir, la répartition du profit tiré de la fabrication, l'appropriation par le patron de la plus-value fruit du travail collectif, les privilèges d'encadrement, les investissements prélevés, non pas sur le profit du propriétaire de l'entreprise et que finalement il capitalise, mais sur le budget de fabrication ce qui diminue la part consacrée aux salaires, la propriété des instruments de production. En un mot l'autogestion, pour nous anarchistes, suppose la suppression de tous les privilèges au sein de l'entreprise et l'égalité sur tous les plans, économique, social, moral, L'autogestion pour nous anarchistes suppose l'abolition de la propriété privée ou d'Etat des instruments de production et leur transfert aux travailleurs qui en ont la « possession » qu'ils transmettent automatiquement lorsqu'ils quittent l'entreprise à ceux qui leur succèdent. L'autogestion, pour nous anarchistes, suppose la répartition du profit de la fabrication entre les travailleurs de l'entreprise, les collectivités chargées de l'infrastructure indispensable à une économie globale et une caisse de compensation, destinée à assurer l'équilibre entre

les branches industrielles, l'agriculture, les services, voire entre les entreprises elles-mêmes.

Les travailleurs qui participent à l'autogestion assument, non seulement l'administration collective de leur entreprise, mais également la responsabilité de la réussite ou de l'échec de l'effort commun. L'autogestion réclame de tous non seulement un effort physique mais une participation intellectuelle. Et dans ce sens l'autogestion rejoint la proposition de Proudhon d'associer dans l'entreprise du travail manuel et intellectuel ce que les syndicalistes de l'époque traduisirent dans une formule lapidaire « le gouvernement de l'atelier ». L'autogestion ainsi comprise donne à la tâche à accomplir une dimension globale, une universalité qui exige du travailleur l'emploi de toutes ses facultés, un intérêt passionnel qu'aujourd'hui, les travailleurs dégoûtés par le travail mécanique et parcellaire sont obligés d'aller chercher ailleurs.

LES METHODES ?

Les principes sont invariants en ce sens que c'est eux qui déterminent le but et que les changer équivaudrait à changer le projet même si l'on conserve la même phraséologie pour masquer l'opération. Mais par contre les méthodes sont déterminées par l'analyse du milieu et par conséquent elles sont sujettes à des réadaptations constantes qu'impose la conjoncture. Elles suscitent des confrontations qui lorsqu'elles se maintiennent dans le domaine des idées, sont indispensables au mouvement ouvrier.

Il existe aujourd'hui deux propositions d'organisation interne d'une entreprise autogérée. L'une est basée sur les « conseils », l'autre sur les « syndicats ». Le but de l'une ou l'autre de ces propositions peut se traduire par une série de questions qu'on peut résumer en deux. « Qui doit posséder "le pouvoir" dans l'entreprise » s'interrogent les marxistes d'opposition et pas seulement eux. « Qui doit coordonner le travail dans l'entreprise » demandent les anarcho-syndicalistes. Des conseils ouvriers diront les uns, les organisations syndicales répondront les autres, encore que la frontière qui sépare ces deux courants de pensée ne passe pas forcément par des justifications théoriques nettement tranchées, mais se mesure aux expériences de cinquante ans de gestion « socialiste ».

Le problème des conseils ouvriers n'est pas nouveau,

même s'il fut rejeté de l'orthodoxie marxiste par ceux qui, à la suite de Kautsky et de Lénine optèrent pour la démocratie parlementaire et pour le centralisme démocratique. Rosa Luxembourg effleura le problème dans sa controverse avec Lénine mais c'est Pannekoek qui fut le plus solide théoricien de la gestion de l'entreprise par les conseils ouvriers.

Le conseil ouvrier suppose que les travailleurs éclairés sur leur aliénation dans l'entreprise par l'avant-garde, lisez « par le parti du prolétariat », prennent en main la gestion et qu'ils l'exercent par l'intermédiaire d'un conseil élu par tous et révocable à tout moment.

En mettant à part « le rôle dirigeant du parti du prolétariat » on doit convenir que cette proposition gestionnaire rejoint par sa « totalité » les propositions de tous les socialistes considérés, on ne sait trop pourquoi, comme « utopiques » mais également les aspirations des travailleurs aux prises avec les castes, les classes, les hiérarchies économiques ou d'autorité. Et la preuve indiscutable de ce sentiment c'est qu'à l'aurore de toutes les révolutions cette proposition « conseilliste » mobilise autour d'elle toute l'énergie révolutionnaire des hommes épris d'idéalisme. Mais les révolutions doivent tenir compte du milieu économique, et le nôtre est un milieu économique complexe dont tous les problèmes, en dehors même du système, qu'il soit bourgeois ou ouvrier, sont liés et s'agencent suivant un schéma irréversible qui conditionne la fabrication, c'est-à-dire la continuation de la vie pendant et après la période révolutionnaire.

Or, il faut blen convenir que les conseils ont jusqu'ici échoué. Même lorsque pour un temps ils ont réussi à se coordonner à l'échelon politique, ce qui ne fut le cas ni en Russie, ni en Hongrie et que partiellement en Espagne, cette coordination n'a revêtu qu'un aspect politique entre l'usine, la commune et l'Etat, et ces conseils ont échoué « parce que pas faits pour ça » à coordonner les activités multiples dans l'entreprise, dans la profession, à l'endroit où justement la réussite est le prélude indispensable à l'implantation du socialisme. Et cet échec au niveau de la production et de la distribution sera pour Lénine et pour d'autres l'argument massif en faveur de la planification et du centralisme étatique, avec son cortège de lois ouvrières au nom de l'intérêt de tous et de la nation

socialiste en particulier. C'est de l'échec des conseils ouvriers à organiser la production à l'intérieur de l'entreprise et à coordonner les échanges qu'est née la N.E.P., qui sonna le glas de l'économie russe basée sur les conseils ou « soviets ».

Dès sa naissance, le mouvement ouvrier a revendiqué sa place en dehors des idéologies politiques. C'est le congrès de Bâle de 1869, c'est Fernand Pelloutier qui élaboreront une théorie dont la Charte d'Amiens reste le symbole et qui consiste à proclamer que les syndicats, aujourd'hui instruments de lutte des travailleurs dans le cadre du régime, seront demain les instruments de la gestion ouvrière. C'est Pierre Besnard qui, dans «Le monde nouveau», établira un projet de gestion ouvrière qui donnera ses lettres de noblesse à l'anarcho-syndicalisme. Et il faut bien convenir que les structures syndicales ont été construites de telle facon qu'elles épousent étroitement toutes les articulations de la production et de l'échange et que c'est à partir des sections syndicales et à chaque niveau que les ouvriers peuvent suivre tout le mouvement de la production et établir les rapports qui devraient normalement exister entre les employés de l'entreprise, ainsi que les possibilités globales de rémunération.

Aujourd'hui, placés devant le problème de l'autogestion, il nous faut échapper au dogmatisme et, quelle que soit notre conviction intime, examiner sérieusement les avantages et les inconvénients des Conseils et des Syndicats.

Il est vrai qu'aux yeux de nombreux militants révolutionnaires, les syndicats sont déconsidérés. Les syndicats, disons le personnel bureaucratique des syndicats, reflètent l'avachissement des masses, leur embourgeoisement, leurs craintes devant l'aventure révolutionnaire. Les hommes à l'intérieur du syndicat valent ce qu'ils valent à l'extérieur, et les problèmes humains qui se poseront à l'autogestion ne seront pas différents dans ce domaine que ceux qui se posent à propos de l'organisation syndicale.

Mais, quel que soit son contenu actuel, l'organisation syndicale demeure un moyen d'organisation, de liaison, de contrôle extraordinaire. Ses structures verticales et horizontales épousent étroitement toute l'économie du pays, elle est le lien le plus naturel de coordination pour les travailleurs qui désirent gérer leur entreprise.

du Conseil doivent être transmises à tous les échelons de la fabrication. Elles le sont par l'organisation syndicale à travers ses sections, ce qui a l'avantage de contrôler l'opération à chaque stade et de limiter l'autorité à la stricte opération technique. Pour ceux qui veulent tenir l'organisation syndicale en dehors de la gestion, il faudra construire cet élément vertical de liaison. Enfin, il faudra coordonner à chaque palier la fabrication, soit par l'organisme syndical soit par un autre du même type.

Conseils, syndicats ? Compte tenu du caractère de notre économie, je pense qu'une action gestionnaire dans le pays revêtirait des formes différentes qui découleraient logiquement de l'importance de l'entreprise, du caractère de la fabrication, de la géographie politique ou de la géographie tout court, des us et coutumes, de la formation, soit technique soit politique, des animateurs, et c'est à cet instant que la tentation centraliste, soit sous sa forme démocratique (lois du nombre), soit sous sa forme centraliste (lois de l'élite, du parti d'avant-garde) deviendra à nouveau menacante. La centralisation c'est la machine à former de nouvelles classes qui, à leur tour, dégageront des privilèges qui ne seront pas forcément économiques. Pour éviter cet écueil contre lequel sont venues se fracasser toutes les expériences socialistes de l'histoire, il faut avoir recours à un fédéralisme qui associe des diversités d'organisation des entreprises autogérées à partir de deux pôles qui forment le principe initial et qui sont l'autogestion de l'entreprise et la mise à la disposition de la communauté de sa production.

Pour nous anarchistes, la gestion ouvrière ou l'autogestion, comme on voudra, est souhaitable, sous certaines conditions que j'ai essayé de définir. Encore faut-il, pour en faire le système économique de l'organisation socialiste, l'instaurer. Or, jusqu'à ce jour, tous les moyens employés pour instaurer le socialisme se sont soldés par des échecs, dus à leur contenu, qui recelaient des germes de l'inégalité de classes.

LES MOYENS?

La barricade, l'armée révolutionnaire, la guérilla, le bulletin de vote, tels sont les moyens employés jusqu'à ce jour pour chasser le capitalisme et instaurer le socialisme. On a parfois dit que les échecs qu'avait subis le socialisme dans les pays où il avait été institué venaient justement des moyens employés pendant la période révolutionnaire, qui avaient pesé d'un poids considérable et avaient altéré sa pureté. C'est vrai pour la venue au pouvoir d'un parti révolutionnaire par l'intermédiaire du système parlementaire et électoral qui pourrit tout ce qu'il touche, ou par l'armée révolutionnaire dont les structures, par la force des choses, finissent par devenir hiérarchisées et autoritaires. Cependant, c'est autre part qu'il faut chercher l'impuissance de tous les régimes dits socialistes à construire une économie basée sur l'autogestion.

Ce qui fut la pierre d'achoppement de tous les essais de socialisme ce fut la période intermédiaire. Conçue comme une pause pour permettre à la révolution de souffler, de s'organiser, aux hommes de s'adapter au système nouveau, la période intermédiaire, en figeant la situation révolutionnaire, où voisinaient la thèse et l'antithèse, n'a pas provoqué un dépassement vers la révolution mais, au contraire, favorisé la reconstitution d'une nouvelle classe bureau-technocratique décidée à défendre à son tour ses privilèges de classe, qui n'étaient pas forcément ceux de la classe capitaliste disparue. Et même, lorsqu'après un temps d'arrêt, une période intermédiaire, un pays comme la Yougoslavie, par exemple, a essayé timidement de remettre l'économie en route vers l'autogestion, le poids de la machine administrative d'Etat et celui des intérêts particuliers a été tel, que les résultats ont été dérisoires et ont contribué à jeter le discrédit sur la gestion ouvrière.

La République de 1789 est morte de ne pas avoir appliqué la constitution de 93, le communisme russe d'avoir appliqué la N.E.P. Nulle part dans les pays qui se réclament du socialisme on ne s'achemine vers un dépérissement de l'Etat. Au contraire, on se dirige vers la constitution d'une nouvelle classe dirigeante qui, par ses structures dogmatiques, prend un caractère nobiliaire par les facilités que l'instruction publique concède aux enfants des dirigeants. Partout la période intermédiaire a sonné le glas du socialisme. Construite comme une suite dialectique inévitable, elle s'est heurtée à l'homme issu d'un milieu qui lui avait conféré des habitudes, des besoins, des ambitions, qui ont pu se continuer et même se développer dans un climat équivoque, celui de la période intermédiaire où voisine un essai timide de socialisme et la persistance de différenciations de classes.

Nous autres, anarchistes, nous pensons, au contraire, qu'il

phénomène de contagion jouant dans ce cas, comme il joua dans d'autres, c'est le sentiment de sortir du commun, d'échapper aux échecs précédents, plus que les obscures déductions théoriques que personne ne lit, qui pousserait les travailleurs vers l'occupation, puis la remise en route des usines dans une direction gestionnaire. Quelle que soit l'importance des forces de coercition, quel que soit l'appui que la partie conservatrice de la population leur apporte, pas plus qu'il n'était possible d'arrêter toutes les usines occupées, il ne sera possible d'arrêter toutes les entreprises autogérées. La grève gestionnaire est possible, son succès dépend de son caractère généralisé et de l'état de désagrégation de la société capitaliste qui l'a suscitée.

Dans l'histoire la grève a souvent précédé le déclenchement de l'action révolutionnaire. Elle a été un complément à la lutte entreprise par les partis, et souvent elle fut déclenchée grâce à l'influence des partis. La grève gestionnaire c'est autre chose. C'est ainsi que ça s'est passé en 1936 et en 1968, où ils profitèrent, dans le premier cas, des élections ; dans le second, de l'embarras du gouvernement devant la révolte des étudiants. Dans une situation identique, la grève gestionnaire ne pose plus seulement les problèmes des salaires mais celui de la gestion des entreprises. A cet instant le mouvement ouvrier n'est plus à la remorque des partis de gauche et de leur programme, il les met devant le fait accompli, il leur impose une organisation de l'économie socialiste, libertaire, égalitaire, gestionnaire.

L'autogestion que les politiciens nous proposent est sans consistance, vidée de son contenu. Une simple clause de style qui colore un programme. La seule chance de l'autogestion c'est de s'étaler sous la poussée populaire et de déferler à travers le pays avec la rapidité qui fut celle des grandes grèves avec occupation des usines. La seule chance de l'autogestion c'est la grève gestionnaire.

Nous sommes, nous autres anarchistes, pour la gestion de l'économie par les travailleurs parce que nous sommes contre le système capitaliste sous son aspect libéral ou étatique. Nous sommes contre son agent de coordination, l'Etat. Nous voulons établir l'égalité économique, complément indispensable à l'égalité politique, sans laquelle il n'existe de liberté que pour ceux qui peuvent l'acheter. L'autogestion, la gestion directe, la gestion ouvrière comme on voudra, nous semble la structure

appropriée pour produire les objets nécessaires en aliénant le minimum de liberté. L'autogestion nous paraît un moyen efficace pour que le socialisme ne tourne plus à la farce tragique qu'on nous joue à Moscou, à Alger, au Caire, à Pékin ou autre part. La grève gestionnaire dans l'état de complexité de l'économie moderne nous semble le moyen le plus efficace, dans un même temps, pour arracher des mains des classes dirigeantes les moyens de production et d'échange et pour développer une expérience autogestionnaire à l'échelon national, le moyen le plus efficace pour protéger la pensée gestionnaire des tripatouillages de toutes natures.

Maurice JOYEUX FEDERATION ANARCHISTE

Imprimerie «La Ruche Ouvrière» 10, rue de Montmorency, 75003 Paris Dépôt légal : 4° trimestre 1979 ISSN 0181-4389

Directeur de publication : Hervé TRINQUIER